

République du Bénin

Cour constitutionnelle



GREFFE

N° 095 /CC/GEC

**PREMIERE CHAMBRE DE MISE EN ETAT
RÔLE DU MARDI 12 NOVEMBRE 2024
HEURE : 10 HEURES**

**LIEU : Salle des audiences publiques de la Cour constitutionnelle
sise à Ganhi, avenue Gouverneur général PONTY à Cotonou**

N° D'ORDRE	N° DU RECOURS	REQUERANT	REQUIS	OBJET	OBSERVATIONS
1.	1085/187/REC-24 du 27/05/2024	Benoît HOUNGUIA	Juge du 1 ^{er} cabinet d'instruction du Tribunal de 1 ^{ère} instance de 2 ^{ème} classe de Lokossa	Recours pour violation du droit d'être jugé dans un délai raisonnable.	
2.	1092/191/REC-24 du 28/05/2024	-Ernest ZINDJO -Saliou Moussa TABE -Oumar SOULEMANE -Hama DAOUDA -Géraldo A. GBAGUIDI -Joseph WOGO -Romain AÏZANON -Wilfried AMOUSSOU -Joseph M. GOUSSANOU	Commission de l'instruction de la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme (CRIET)	-Demande d'intervention de la Cour dans une procédure judiciaire. -Recours pour violation du droit d'être jugé dans un délai raisonnable.	
3.	1273/218/REC-24 du 26/06/2024	Prosper ALLAGBE	Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et de la Législation	Recours en inconstitutionnalité du défaut de subvention du Centre Béninois de Formation Professionnelle des Avocats (CBFPA) par l'Etat.	



4.	1274/219/REC-24 du 26/06/2024	Prosper ALLAGBE	Assemblée Nationale	Recours en inconstitutionnalité de « l'indisponibilité du dépouillement du vote du bureau de l'Assemblée nationale pour la désignation des membres de la Cour constitutionnelle pour son caractère opaque »
5.	1275/220/REC-24 du 26/06/2024	Prosper ALLAGBE	Ministère des Enseignements Maternel et Primaire	Recours en inconstitutionnalité des conditions de création d'une école primaire au Bénin
6.	1281/225/REC-24 du 26/06/2024	Francis AGNANSSOUNOU	-Procureur de la République près le tribunal de 1 ^{ère} instance de 2 ^{ème} classe de Ouidah --Procureur spécial près la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme (CRIET)	Recours pour inconstitutionnalité d'une détention provisoire.



7.	1372/241/REC-24 du 09/07/2024	Prosper ALLAGBE		Recours en inconstitutionnalité de « l'utilisation massive de l'option d'incompétence à la haute Juridiction ».	
8.	1375/244/REC-24 du 09/07/2024	Prosper ALLAGBE		Recours en inconstitutionnalité « du caractère aléatoire du renouvellement du mandat constitutionnel ».	
9.	1426/248/REC-24 du 15/07/2024	Taiwo AGBOOLA di « T Boy »	Juge du 4 ^{ème} cabinet d'instruction du tribunal de 1 ^{ère} instance de 1 ^{ère} classe de Cotonou	Recours pour inconstitutionnalité d'une détention provisoire.	



10.	1433/249/REC-24 du 15/07/2024	Eric SAÏZONOU	Juge du 5 ^{ème} cabinet d'instruction du tribunal de 1 ^{ère} instance de 1 ^{ère} classe de Cotonou	Demande d'intervention de la Cour dans une procédure judiciaire.	
11.	1434/250/REC-24 du 15/07/2024	Aziz OKOKOSSISSI	Procureur spécial près la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme (CRIET).	Demande d'intervention de la Cour dans une procédure judiciaire.	

NOUVELLES AFFAIRES

12.	1652/299/REC-24 du 09/08/2024	Marcel AHOIGNAN	Juge du 3 ^{ème} cabinet d'instruction du tribunal de 1 ^{ère} instance de 1 ^{ère} classe de Cotonou	Recours pour violation de la Constitution.	
-----	----------------------------------	-----------------	--	---	--



13.	1557/309/REC-24 du 29/07/2024	Samuel ACOUTE	La Poste du Bénin SA	Demande d'intervention de la Cour dans un conflit de travail.
14.	1591/310/REC-24 du 02/08/2024	Thomas C.M Adekpo MISSINHOUN	Commission Electorale Nationale Autonome (CENA).	Candidature à l'élection présidentielle d'Avril 2026.
15.	1728/316/REC-24 du 19/08/2024	Kérékou KOUARO	Président de la Commission de l'instruction de la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme (CRIET).	Recours pour détention arbitraire, vice de procédure et violation de droits humains.



16.	1729/317/REC-24 du 19/08/2024	Guida SOUROU	Président de la Commission de l'instruction de la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme (CRIET).	Recours pour détention arbitraire, vice de procédure et violation de droits humains.	
17.	1747/318/REC-24 du 20/08/2024	Louis V. KPADONOU	Juge du 3 ^{ème} cabinet d'instruction du tribunal de 1 ^{ère} instance de 1 ^{ère} classe de Cotonou	Recours pour détention abusive et violation du droit d'être jugé dans un délai raisonnable.	
18.	1764/319/REC-24 du 27/08/2024	-Christian Sétondji AKPOHOUE -Adiwanou Pamphile SINHOU -Samuel AÏKPE	Président de la Commission de l'instruction de la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme (CRIET).	Demande d'intervention de la Cour dans une procédure judiciaire.	



19.	1788/323/REC-24 du 02/09/2024	Emile SOCLOUNON	Président de la Commission de l'instruction de la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme (CRIET).	Recours pour détention arbitraire.	
20.	1796/324/REC-24 du 05/09/2024	KOUNOU Raphaël	Juge du 3 ^{ème} cabinet d'instruction du tribunal de 1 ^{ère} instance de 1 ^{ère} classe de Cotonou	Recours pour détention arbitraire.	
21.	1799/325/REC-24 du 05/09/2024	Zakari BANKI	Procureur spécial près la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme (CRIET).	Demande d'intervention de la Cour dans une procédure judiciaire.	



22.	1736/329/REC-24 du 20/08/2024	Collectif des victimes de l'Agence pour la Promotion et l'Appui aux Petites et Moyennes Entreprises (PAPME) représenté par Mesdames Pépîne HOUNKANNOU, Inès GOZO et autres.	Agence pour la Promotion et l'Appui aux Petites et Moyennes Entreprises (PAPME)	Recours pour violation de la Constitution.	
23.	1768/330/REC-24 du 27/08/2024	Alain MONTIN	Maître Casimir AHOUNADE, huissier de justice	Demande d'intervention de la Cour dans une procédure d'exécution de décision de justice.	
24.	1856/336/REC-24 du 19/09/2024	Bani ALLOU	Commission de l'instruction de la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme (CRIET).	Recours pour détention arbitraire, violation de droits humains et du droit d'être jugé dans délai raisonnable.	



25.	1857/337/REC-24 du 16/09/2024	Tidjani AMADOU	Commission de l'instruction de la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme (CRIET).	Recours pour détention arbitraire, violation de droits humains et du droit d'être jugé dans délai raisonnable.	

Cotonou, le 05 NOV 2024

Le Greffier en Chef,



Sylvestre FARRA
Sylvestre FARRA